

Algérie : le changement impossible ?

Le pays se retrouve avec une équation sans réponse : le changement fait peur aux Algériens qui le demandent, et au régime qui en a besoin pour survivre.

Kamel Daoud

L'Algérie est un gros point aveugle dans la cartographie du monde arabe agité. On n'y va pas vers la dictature, mais on n'y va pas vers la démocratie, non plus. Un statu quo étrange y prévaut. On ne sait pas ce qui se passe, on ignore qui gouverne, ce que deviennent ses islamistes des années quatre-vingt-dix, et l'on sait encore moins la manière dont on va choisir les dirigeants de demain ou se débarrasser (enfin) des martyrs d'hier.

Dans le vaste salon du ministère, à Alger, l'un des hommes clefs de l'équipe qui dirige l'Algérie par intendance (le président étant malade depuis des mois, en mode veille depuis des années et en hospitalisation depuis des semaines), explique, un matin de printemps, à l'auteur de ces lignes, qui lui reprochait le côté artisanal de la communication officielle et le manque de transparence légendaire du système: « Vous savez, un jour, lors de la visite de l'un des présidents français en Algérie, le ministre de l'Intérieur français de cette époque-là m'a reproché l'opacité du système algérien et le manque de visibilité dans le pays. J'ai ri et lui ai dit que l'opacité était notre seule force face au monde. 'C'est ce qui nous protège et protège le pays, et vous voulez nous l'enlever ?' ». Le ministre avait souri, de même que le ministre rapportant cette anecdote. En Algérie, le réel est une fiction, le pouvoir est clandestin, derrière chaque algérien se cache un autre algérien et les apparences sont un consensus. C'est le mythe fondateur du « politique » en Algérie : celui qui décide n'est pas celui qui endosse. Le syndrome de la clandestinité, fille de la guerre de Libération depuis l'époque des maquis du Front de libération nationale (FLN), est la maladie du peuple qui vit dans le sous-entendu, le soupçon et le doute.

C'est cette équation qui a d'abord piégé la tentative de « printemps » algérien, en février 2011. Le pays avait tout pour réussir une révolution : trop de pétrole, pas de gouvernance, de l'injustice, des inégalités, du chômage et trop de jeunes au chômage, face à une minorité de gérontocrates qui détenait le pouvoir au nom des martyrs de la guerre de Libération, ou encore au nom d'une mystique du tutorat de protection du pays qui a

viré à la culture de la propriété féodale. Un peu comme partout en Afrique où les décolonisateurs en chefs ont succombé au fantasme du « père (s) du peuple ».

En février 2011, entre la Tunisie et l'Égypte en révolution, le monde s'est donc tourné vers le troisième pays candidat : l'Algérie. Un courant politique – Coordination pour le changement et la démocratie – regroupant divers étudiants, opposants et militants, tentera donc l'effet domino par l'effet de foule, mais ne réussira pas à faire long feu et finira par se dissoudre au bout de quelques semaines : le régime avait de l'expérience dans la gestion de la menace (interdiction aux policiers d'user des armes à feu pour ne pas créer des martyrs) et le « peuple » n'avait pas suivi.

Les raisons de l'immobilisme

Les raisons sont difficiles à comprendre pour les non-Algériens. D'abord le traumatisme de la guerre civile des années quatre-vingt-dix, guerre qui a fait 200 000 morts. À l'époque, les islamistes avaient gagné des élections, le régime avait démis le président Chadli Benjedid de ses fonctions, le processus électoral avait été suspendu et une guerre s'ensuivit. Cela a coûté des vies, des fortunes et 10 ans d'instabilité et d'horreurs. Or, lorsque l'on sort d'une guerre, on ne veut même plus sortir de chez soi par la suite. C'est la règle qui a desservi l'appel à la révolte de février 2011.

En second lieu, il y a le manque de consensus de l'opposition. Lors des premiers jours de février 2011, le comité chargé de piloter le *printemps algérien* butait sur un point : le slogan unique, impossible à trouver. Et les grands oracles savent qu'une révolution se reconnaît au consensus du slogan unique. Les Algériens ne savaient pas ce qu'il fallait demander : le départ du régime ? De Bouteflika ? De tous ? Chasser qui ? Ben ou Ali ? Le système algérien est un système opaque où le président est élu mais où les dictatures sont anonymes, familiales, et qui relèvent de casernes ou de lobbies.

Autre élément crucial : la propagande du régime, bien « travaillée » pendant le reste de l'année 2011. Le *printemps algérien* avait déjà un antécédent : les événements

d'octobre 1988 (révolte inaugurale contre le parti unique), avec leurs centaines de morts, leurs milliers de torturés et leurs dérives islamistes, ont été récupérés par le régime comme une sorte de « printemps » déjà consommé. « L'Algérie a déjà payé », a répété, en avril 2011, le premier ministre, Ahmed Ouyahia, de même que l'actuel ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, en tournée explicative en Occident pendant des mois. À cette époque-là, il fallait aussi bien immobiliser les foules en « interne » que paralyser les pressions internationales en externe. Les événements d'octobre 1988 – longtemps qualifiés de « chahut de gamins » – sont désormais vendus comme une révolution anticipée, un « printemps » avant l'heure.

Enfin, le régime a bien « travaillé » les collusions de sens. Le début de désordre islamiste en Tunisie et en Égypte, et surtout la révolution assistée en Libye, avec l'aide de l'OTAN et de la France, seront récupérés par Alger pour réactiver le traumatisme colonial très puissant en Algérie : le message, passé en boucle dans les journaux affidés et dans la télévision unique, consistait à prévenir « si vous vous révoltez, vous aurez la guerre civile des années quatre-vingt-dix et le retour de la France, comme avant ». De quoi faire asseoir le peuple et le disperser dans la crainte. Lors des élections législatives de 2012, les ténors du régime ont même osé un slogan surréaliste : « Voter contre le changement », a répété l'ancien premier ministre, Ouyahia, lors des meetings. Le changement signifiant désormais chaos, désordre, menace, islamistes et guerre civile, ou encore le retour des colons, qui rime avec OTAN.

Le régime algérien : ni dictature directe, ni démocratie véritable

Le *printemps algérien* avait de bonnes raisons de faire sa révolution et de bonnes raisons de ne pas la faire. Il y avait le risque de briser la paix fragile post-quatre-vingt-dix, la peur, le traumatisme colonial, le manque de consensus, mais aussi un dernier détail : la dictature algérienne n'avait pas de « tête » identifiable. Il manquait un Mubarak, un colonel fou comme Kadhafi ou bien un Ben Ali. Le système est opaque et n'offre pas de cibles claires. La présidence en Algérie est elle-même perçue comme une victime du régime. Le président n'occupe pas une fonction de dictateur. La dictature est un « tout », une matrice, 200 familles et quelques généraux. Chasser qui, en Algérie ? La pré-sélection était difficile à dresser et la foule difficile à manœuvrer.

Il faut, pour comprendre, imaginer une Tunisie avec d'énormes réserves de pétrole, sans Ben Ali et avec des



Le président Abdelaziz Bouteflika. / DENIS ALLARD/AFP PHOTO/GETTY

centaines de Trabelsi, très voraces mais très discrets. En Algérie, selon la mythologie locale, le pouvoir réel n'est pas visible et le pouvoir visible n'est que responsable, pas réel. On aime à présenter le régime comme une société-écran (présidence, chambres, élus...etc.) et un pouvoir clandestin (les Services, la police politique, un *lobby* d'hommes d'affaires, d'anciens gradés, etc.). Le tout géré par une mystique du tutorat (« sans nous, c'est le désordre : le peuple va se faire massacrer et la France va revenir »), un Conseil d'administration semi-anonyme cultivant le souci de ventiler la rente pétrolière, selon la clientèle et les besoins.

C'est ce qui explique ce paradoxe épuisant pour l'observateur étranger : ce n'est pas une dictature directe, mais ce n'est pas non plus une démocratie véritable. En Algérie, la presse est plus libre qu'ailleurs dans le monde arabe, il y a un multipartisme depuis deux décennies, des élections présidentielles pluralistes, une opinion publique qui s'exprime, des associations et certaines libertés. Mais il y a également un contrat de fiction et une démocratie contrôlée : les marches sont interdites, le multipartisme est un produit « in vitro » du ministère de l'Intérieur qui distribue les agréments, les élections sont émaillées de fraudes, la police politique est omniprésente, le contre-pouvoir est absent, tout comme la justice indépendante, le contrôle sur l'armée et ses dépenses. Enfin, un harcèlement constant demeure contre les militants de l'opposition. En somme une dictature « molle », affaiblie par une étrange équation : le pouvoir est centraliste mais, en même temps, les préfets des *wilayas* (48 subdivisions administratives au total) sont hyperpuissants et presque indépendants.

On y est libre, mais libre de tourner en rond. On peut dire ce que l'on veut, mais le régime est indépendant du fait de la rente pétrolière et des soutiens internationaux. On peut voter, mais c'est le régime qui élit. Le patronat est étroitement contrôlé, dans une économie de rente pétrolière, par un contrat d'obédience et de parrainage qui interdit l'émergence d'une volonté « libérale » autonome. Les répressions de militants sont « étudiées » : on laisse émerger des leaders de vitrine (pour la consommation internationale), mais on réprime les militants de base pour isoler justement ces leaders. La presse est libre (mais sous le diktat des annonceurs qui sont publics) alors que l'on a créé une presse dite indépendante, parallèle, avec des prête-noms pour le régime et pour faire contrepoids. On laisse se créer des ONG d'opposition, mais on les plonge dans des séries de luttes internes, de dissidences et de clivages qui les paralysent, pour mieux les discréditer. Comme on l'a fait pour les mouvements berbéristes, les syndicats autonomes, universitaires et d'autres mouvements.

La règle : quand la dictature est floue, l'opposition est myope

L'Algérie est un califat de mœurs avec une dictature invisible et une démocratie qui boite. La première réponse à la question « Algérie : le changement impossible ? » réside dans un fait clair : pour accomplir une révolution en Algérie, il faut une dictature identifiable. Or, celle-ci fait défaut. On compte 9 000 émeutes par an, selon la gendarmerie, mais zéro révolution depuis 50 ans. Le président n'est pas dictateur mais la victime du « système », selon l'opinion. À Bouteflika, les Algériens ne reprochent pas la dictature, mais seulement la non-gouvernance : « c'est un homme bien, mais mal entouré » dit-on dans les cafés. Qui est dictateur en Algérie ? Un peu tout le monde, le guichetier, comme le général de l'armée.

Par ailleurs, le plus gros obstacle au changement « par le peuple » est le pétrole. Dès 2011, le régime a compris qu'il fallait payer les « Bouazizi », au lieu de les laisser s'immoler et provoquer le *printemps algérien*. D'immenses crédits sans intérêts, à peine remboursables, ont été consentis pour les jeunes algériens, qui constituent d'ailleurs la majeure partie de la population. Le plan de séduction s'est accompagné du lancement de projets de logements, de recrutements et d'autres mesures. Le pouvoir a préféré « payer plutôt que changer ». Cela a créé un énorme effet d'appel, avec une multiplication incroyable de sit-in, grèves, émeutes et routes coupées, mais le tout dans une sorte d'accord invisible pour l'observateur étranger : on n'y demandait pas, à travers les milliers d'émeutes, le « changement du système » mais « l'intégration dans le système ». Ce fut – et c'est encore – le fameux dicton : « Je veux ma part du pétrole, pas la chute du régime ». C'est le « partage ! »,

et non pas le « dégage ! ». En d'autres termes, un immolé réclamant un logement, a expliqué après hospitalisation, à la presse : « Je veux juste un logement, je ne suis pas Bouazizi ». C'est l'accord provisoire algérien : on ne veut pas de révolution, mais une part du pétrole et de la rente. Il s'agit de provoquer l'émeute, pas la révolution.

Il s'agit donc là du second élément de réponse à la question de l'impossibilité du changement, en Algérie : les élites demandent une transition douce (pour éviter le retour des islamistes), mais les classes moyenne et populaire demandent une intégration dans la rente.

La mouvance islamiste algérienne : entre déclin et émiettement

Et les islamistes ? S'ils sont un objet de fascination politique dans le monde et d'enjeux stratégiques dans les pays arabes, en Algérie, les islamistes sont davantage l'objet de souvenirs mauvais : ils sont venus, ont été vaincus et se sont dispersés. Curieux tableau algérien : le pluralisme politique est chétif (les partis démocrates sont rares et faibles), mais le pluralisme islamiste est en bonne mauvaise santé. En ce sens, contrairement aux autres pays arabes, les islamistes perdent du terrain politique depuis deux décennies, en Algérie. On leur reproche d'abord le cauchemar de la guerre civile des années quatre-vingt-dix, le radicalisme assassin, la naïveté politique (projet du Califat) et surtout la complicité avec le régime, depuis la décennie 2000. Peu après la guerre civile, les islamistes se sont émiettés en plusieurs familles : certains ont pris le maquis, puis le Sahara pour le rêve du *Sahélistan* et d'Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI). D'autres ont pris le chemin des urnes et ont opté pour la participation critique au pouvoir. Enfin, une troisième voie va se consacrer à « convertir » le peuple et à préparer l'avènement du califat « par le prêche » et non pas par les attentats.

De ces scissions sont nés des leaders islamistes qui se font la guerre de leadership et du linge sale, se discréditant ainsi aux yeux de l'opinion. Manipulée, « achetée », clientélisée, ou bien réduite au silence, la base de l'ancien Front islamique du salut (FIS, grand parti islamiste des années quatre-vingt-dix), deviendra un souvenir : sa base est excommuniée, ses leaders sont au Qatar ou en résidence surveillée et ses militants ont vieilli. Ils ne sont pas source de « changement », mais peuvent en profiter, à l'avenir.

Avec le *Printemps arabe*, un brusque frisson a traversé ce corps de « théo-militants », mais sans résultat : lors de sa visite médiatisée en Algérie, le leader tunisien Rached Ghannouchi s'est entretenu longtemps avec le président du MPS (Mouvement de la société pour la paix, mouvement islamiste né sur les décombres du FIS et de la dissidence vis-à-vis du FIS)

pour une sorte de bénédiction anticipée du Parrain : on était aux lendemains de la révolution du Jasmin que l'on pensait exporter. Sans résultat : aux élections législatives de 2012, malgré leurs alliances, les islamistes ne seront pas les grands vainqueurs. Et pour cause : « Ils vivent dans une sorte de bulle spéculative des années quatre-vingt-dix : ils croient qu'ils dominent encore la rue algérienne » a expliqué un politologue. En termes réels, c'est un étrange paradoxe : l'islamisme vertical, à la conquête du pouvoir, a échoué en Algérie, tandis que l'islamisme horizontal, à la conquête des vêtements, de la télé, de la rue, des corps et des idées, se porte bien.

Au cours du 5ème congrès, organisé le 2 mai 2013, le MSP a « déposé » son secrétaire général, Bouguerra Sol-tani, un participationniste discrédité, pour le remplacer par un « radical » *soft* : Abderrazak Mokri, dont le but est de reconquérir non pas le pouvoir, mais une certaine virginité. Une nouvelle image avec une barbe plus longue que la cuillère participationniste, rassemblant, notamment, deux ministres de ce mouvement qui, en parfait avocat de l'entrisme de cette formation, préféreront quitter le parti, plutôt que de quitter leurs postes. Ce nouveau secrétaire général promet déjà une révolution « douce ».

En Algérie, il existe donc, déjà, un multi-islamisme qui émette l'électorat et en réduit l'impact. Ce multi-islamisme va des *jihadistes* au Sahara et au *Sahelistan*, des participationnistes au MSP, des radicaux salafistes (discrets et attentistes) des islamistes « à la turque » (l'actuel ministre des Travaux publics a fondé un parti sur le modèle de l'AKP d'Erdogan), aux islamistes de confrérie et sans ambitions politiques, en passant par les anciens du FIS.

Peur externe de l'islamisme et peur interne du vide : le changement muselé

Deux ultimes paramètres viennent entraver toute tentative de changement. En premier lieu, il est clair que le monde ne rêve plus de révolutions arabes venant à bout de dictateurs, pour les remplacer par des « califes » et les Frères musulmans. Par conséquent, le régime algérien est sauvé par le temps : l'Occident préfère aujourd'hui un Bouteflika à un Morsi. Et ce, en raison du chaos, de la sécurité de l'approvisionnement énergétique, des flux migratoires post-révolutions et de l'impératif sécuritaire. Les louanges à l'Algérie qui « coopère » contre le terrorisme, qui a un marché plus ou moins stable, d'importantes devises et qui contrôle ses islamistes, ne cessent de pleuvoir sur le pays et sur son régime heureux.

À cela s'ajoute l'absence d'alternative. Cet élément bloque la demande intérieure de changement : le régime a réussi à installer l'équation durable en vertu de laquelle « si ce n'est pas moi et mes hommes, qui pourra

gouverner ce pays ingouvernable ? ». Ainsi, alors que Bouteflika est malade depuis des années et actuellement hospitalisé en France, personne ne se profile à l'horizon des candidats sérieux. C'est même l'inverse : cette absence laisse la peur et l'inquiétude chez l'électorat de base, en majorité rural. Aussi, le régime a-t-il réussi à faire le vide autour de lui et ce vide inquiète. En Algérie, parmi les syndicats, l'armée, l'université, les médias ou encore le patronat, aucune institution crédible ne parvient à produire des leaders. Les leaders émergents proviennent de la marge non intégrée de la société : syndicats autonomes, mouvements tribaux et surtout mouvements sociaux des chômeurs au Sud, qui aujourd'hui imposent au régime un nouveau deal et une nouvelle dîme à payer. À savoir, celle de l'emploi contre la stabilité dans les parages des multinationales pétrolières du Sahara.

À cet égard, le mouvement du Sud est la plus sérieuse menace faite au régime depuis des décennies, mais ce même mouvement inquiète le Nord. Une inquiétude due à la propagande du régime (qui présente les protestataires comme des dissidents ou des gens manipulés par un complot étranger), aux enjeux de la guerre au Mali, au pétrole, et à la confusion entre projet unitaire national et centralisme « policier ». Brutalement, l'Algérie du Nord découvre que le Sud n'est pas un Sahara vide. Les leaders des comités de chômeurs sont accusés d'être sécessionnistes et de vouloir diviser l'Algérie. Ils répondent qu'ils veulent justement réintégrer l'Algérie, son argent, son pétrole et ses rentes. Le mouvement est isolé, infiltré, récupéré mais réussit encore à maintenir sa relative autonomie de noyau.

La peur du vide est donc l'une des raisons qui bloquent le changement en Algérie. Ce vide piège autant l'espoir que le régime. À force de manipuler la pépinière du pluralisme, le régime se retrouve, aujourd'hui, sans poulain crédible et solide, sans possibilité de transition douce et sans idées. À force de décrédibiliser les partis, il ne peut plus en user, aujourd'hui. Le changement est un souhait du régime, que le régime lui-même ne peut plus exaucer.

En définitive, le changement est piégé par l'échec des révolutions arabes dans le reste du monde, par le traumatisme colonial (retour de la France et de l'OTAN), par un nouvel épisode similaire à la décennie quatre-vingt-dix, par le flou de la dictature qui rend floue la demande de changement, par le pétrole qui achète tout le monde mais n'achète pas la paix et par les islamistes, qui ne font plus que rêver de leur utopisme. Ainsi, le pays se retrouve avec une équation sans réponse : le changement fait peur. Aux Algériens et au régime. Mais le changement est une nécessité : pour les Algériens qui le demandent, mais aussi pour le régime qui a besoin de changer pour survivre. Et pour le moment, il n'y a pas de solution, sauf celle déjà expérimentée depuis toujours : gagner du temps. En perdant de l'argent et... du temps. ■